

FICHE ACTEUR

Le Partenariat

Le Partenariat
Association de solidarité internationale
Siège social en Hauts-de-France
[Lien vers le site internet](#)

Nombre de salariés en France : **16**
Nombre de salariés dans les pays d'intervention : **28**
Pays d'intervention : **Guinée, Sénégal, Maroc**
Année de création : **1981**
Domaine(s) d'expertise(s) : **Éducation, insertion professionnelle, environnement et développement durable**

Contact des personnes référentes

Zoé FRÉVILLE
Responsable du service coopération internationale
zfreville@lepartenariat.org
+33 (0)3 20 53 76 76



Approche multisectorielle

Les projets de l'association ont pour but de répondre aux besoins locaux identifiés. Dans ce cadre, plusieurs modalités d'approches multisectorielles ont pu être développées avec le déploiement de plusieurs services : 1/ en simultané, (ex : dans le cadre d'une approche environnementale générale sur les thématiques de l'assainissement et des déchets, ou pour améliorer la qualité des services communaux dans leur ensemble) ; ou 2/ successivement et venant en complément les uns des autres dans le cadre de l'approche territoriale et du positionnement sur le moyen ou le long terme de l'association (ex : une approche initiale pour l'amélioration des conditions de scolarisation via un meilleur accès à l'EHA peut amener à réfléchir à un second volet d'intervention sur les questions d'électrification dans les écoles les plus enclavées). L'idée, dans les deux cas, est d'adopter une approche intégrée et cohérente.

Les projets multisectoriels portés

Nom du projet	Programme d'appui à la gouvernance des OSC pour le développement durable (PAGODD)	Renforcement des villes intermédiaires pour des services publics de qualité (Revis)
Pays d'intervention	Guinée	Sénégal, Guinée
Période de réalisation	2020 > 2023	2023 > 2026
Secteurs d'intervention cibles		
Eau	--	Oui
Assainissement	Oui	Oui
Énergie	--	--
Déchets	Oui	Oui
Approche genre	Non	Non
Autre secteurs d'intervention touchés	Appui à la gouvernance locale	Appui à la gouvernance locale (taxes, associations d'usagers, planification communale)
Présentation de la logique d'intervention multisectorielle	Le PAGODD est mis en œuvre pour faire face aux différents défis liés à l'environnement (dégradation des ressources naturelles, gestion des déchets et de l'assainissement) et renforcer la société civile impliquée dans la gouvernance démocratique locale dans la commune urbaine de Labé.	Revis est un programme de renforcement et d'autonomisation des communes de taille intermédiaire. Il vise à améliorer la qualité des services (EHA, déchets) proposés aux habitants, notamment à travers le développement d'une fiscalité locale consolidée et d'une gouvernance sectorielle inclusive et participative.

Financement 1% solidaires (directement ou indirectement)	Non	Oui : 1% Eau/Assainissement, 1% Déchets
Présentation du projet	https://www.lepartenariat.org/le-projet-pa-godd/	https://www.lepartenariat.org/programme-de-renforcement-des-villes-intermediaires-pour-des-services-publics-de-qualite-revis/
Nom du projet	Programme d'accès à l'eau en milieu scolaire (PAEMS)	Programme d'Accès aux Énergies Renouvelables (PAER)
Pays d'intervention	Sénégal, Guinée, Maroc	Sénégal
Période de réalisation	2012 > 2022	2017 > 2026
Secteurs d'intervention cibles		
Eau	Oui	--
Assainissement	Oui	--
Énergie	--	Oui
Déchets	Oui	Oui
Approche genre	Oui	Oui
Autre secteurs d'intervention touchés	Gouvernance territoriale (région, province, commune)	Gouvernance territoriale, renforcement de la société civile (opérateurs économiques)
Présentation de la logique d'intervention multisectorielle	Le PAEMS vise à améliorer les conditions de scolarisation et d'enseignement via un accès à une eau de qualité et à l'assainissement dans des écoles des trois pays d'intervention. Un volet sur la gestion des déchets est intégré dans la sensibilisation et la remise de petit matériel mais ne constitue qu'une petite part du projet.	Le PAER cherche à promouvoir la diffusion et la diversification de solutions énergétiques renouvelables innovantes dans les régions de Saint-Louis et de Matam pour renforcer l'accès à des services énergétiques fiables, éco-responsables et modernes à un coût abordable. Le projet intègre un volet déchets du fait de la diffusion des biodigesteurs fonctionnant à partir des déchets alimentaires et végétaux notamment et intègre des sensibilisations aux bonnes pratiques environnementales.
Financement 1% solidaires (directement ou indirectement)	Oui : 1% Eau/Assainissement	Oui : 1% Énergie
Présentation du projet	https://www.lepartenariat.org/le-projet-paems/	https://www.lepartenariat.org/le-proje-paer/

Fiche projet détaillée « PAGODD »

Nom complet du projet :

Programme d'appui à la gouvernance des OSC pour le développement durable

Acronyme ou nom simplifié donné au projet :

PAGODD

Pays d'intervention :

Guinée

Région d'intervention (ou équivalent) :

Labé

Objectif(s) du projet :

L'objectif principal est d'améliorer les conditions de vie des communautés et des populations de la commune urbaine de Labé et d'instaurer une gestion environnementale concertée et partagée entre les organisations de la société civile (OSC) et la commune urbaine de Labé. Le PAGODD est mis en œuvre pour faire face à ces différents défis et veiller à une gouvernance environnementale impliquant les OSC. Les principales activités prévues étaient de :

- Renforcer les capacités de 15 organisations de la société civile (OSC) concernées par les questions environnementales : cycles de formation en gestion administrative, en gestion de projets, séances de formation sur les thématiques environnementales... ;

- Mettre en place un cadre de concertation pour la société civile (collège préfectoral des OSC) ;
- Soutenir des micro-projets environnementaux portés par les OSC ;
- Protéger et valoriser les ressources naturelles, les cours d'eau et les bassins : entretien, curage, dragage de déchets, sensibilisation des citoyens et reboisement de la commune (le long des routes et des cours d'eau, dans les écoles...), nouvelles activités génératrices de revenus (apiculture, maraîchage bio...) ;
- Améliorer l'accès à l'hygiène des populations : latrines dans les établissements communautaires (marchés, écoles...) ;
- Améliorer la gestion et la valorisation des déchets (organiques, plastiques, canettes...) à travers des initiatives pilotes en lien avec des groupements d'intérêt économique et des comités de quartier.

Échelle d'intervention territoriale :

- Ville de Labé et infrastructures communales (écoles, marchés...).

Action dupliquée sur plusieurs zones géographiques identique (périmètre d'intervention) :

Non.

Thématiques d'intervention Eau/assainissement, Énergie, Déchets :

- Accès à des latrines
- Gestion des boues de vidange
- Gestion des déchets ménagers ou scolaires
- Autre(s) thématique(s) d'intervention : Appui à la gouvernance locale

Pourquoi avoir inscrit le projet dans une approche multisectorielle ? Quel est/a été le but visé ?

Le projet a pour but d'améliorer la situation environnementale de la ville de Labé. En concertation avec la commune et les OSC locales, plusieurs volets ont été visés : protection des ressources naturelles et des cours d'eau, accès aux latrines et à l'assainissement et gestion de déchets ménagers.

Le projet est-il associé/ mis en œuvre en complémentarité avec d'autres projets ?

Non, mais il est suivi par le projet REVIS.

Durée et date de mise en œuvre :

- Durée du projet : 3 ans et demi
- Date de lancement : Janvier 2020

Phase actuel du projet (dans un cycle général du projet) :

Le projet a été clôturé en juin 2023 mais il est suivi par le projet REVIS, qui entend se construire sur les bases posées par le PAGODD en l'élargissant sur de nouvelles thématiques et zones d'intervention.

Le projet s'inscrit dans un cadre de coopération décentralisée (entre collectivités de deux pays) :

Le projet ne s'inscrit pas dans une coopération décentralisée en tant que tel. Cependant, le projet est cofinancé par le Sicoval (communauté d'agglomération située en région Occitanie) dans le cadre de sa coopération décentralisée avec la commune urbaine de Labé.

Mobilisation d'une antenne pays de l'organisation pour la mise en œuvre du projet :

Oui.

Fonction et rôle dans le projet : Appui à la mise en œuvre des activités par les partenaires locaux ; suivi des activités ; mise en relation entre autorités et société civile...

Partenaires principaux (hors partenaires financiers) :

Nom de l'organisation	Localisation / Territoire d'ancrage	Fonction/rôle dans le projet
Commune urbaine de Labé (CU Labé)	Labé, Guinée	Codemandeur ; pilotage du cadre de concertation ; maîtrise d'ouvrage
Haïti Futur	Labé, Guinée	Codemandeur ; représentation de la société civile dans les instances de concertation ; mobilisation des OSC pour réalisation d'activités
Club des Amis du Monde (CAM)	Labé, Guinée	Codemandeur ; réalisation d'activités de sensibilisation et reboisement

Budget prévisionnel du projet :

814 090 € pour une commune

Principaux partenaires financiers :

Nom du partenaire financier	Type	Est-ce que la subvention obtenue est rattachée à la mobilisation des 1% solidaires par le partenaire financier ?
Union européenne	Banque de développement et assimilé	Non
Communauté d'agglomération Sicoval	Collectivité territoriale (région, département, commune)	Oui : 1% Eau/Assainissement
Agence de l'eau Adour-Garonne (via la communauté d'agglomération Sicoval)	Établissement public (administratif de l'État ou de coopération intercommunale)	Oui : 1% Eau/Assainissement

Fiche projet détaillée « Revis »

Nom complet du projet :

Renforcement des villes intermédiaires pour le développement des services de base

Acronyme ou nom simplifié donné au projet :

Revis

Pays d'intervention :

Sénégal et Guinée

Région d'intervention (ou équivalent) :

Ourosogui, Rosso et Gandon (Sénégal) ; Labé, Pita et Mamou (Guinée)

Objectif(s) du projet :

1. Soutenir les communes dans la mobilisation des ressources fiscales locales afin de leur permettre une autonomie financière nécessaire au développement de services publics de qualité ;
2. Renforcer la gouvernance des services d'eau, d'assainissement et de gestion des déchets, pour assurer une gouvernance coordonnée, inclusive et pérenne avec une implication croissante de la société civile, mais également pour consolider la connaissance des besoins ;
3. Améliorer les services aux usagers dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de la gestion des déchets pour développer des services publics de qualité et améliorer le cadre de vie des populations.

Échelle d'intervention territoriale :

- Communale (dupliquée sur 6 communes)

Action dupliquée sur plusieurs zones géographiques identique (périmètre d'intervention) :

Oui.

Précisions : Le projet intervient dans 6 communes urbaines (3 en Guinée et 3 au Sénégal) afin de favoriser les échanges d'expérience intercommunaux et de tester la méthode d'intervention dans des contextes différents mais néanmoins relativement homogènes.

Thématiques d'intervention Eau/assainissement, Énergie, Déchets :

- Accès à l'eau
- Accès à des latrines
- Gestion des boues de vidange
- Gestion des déchets ménagers ou scolaires
- Autre(s) thématique(s) d'intervention : Appui à la gouvernance locale (collecte de taxes locales, gouvernance sectorielle)

Pourquoi avoir inscrit le projet dans une approche multisectorielle ? Quel est/a été le but visé ?

Le projet répond aux principaux besoins pour le développement des services publics communaux, souvent plébiscités par les populations. Les projets mettant en place des services et infrastructures pour l'EHA et les déchets sont particulièrement démonstratifs et visibles par les contribuables pour comprendre l'intérêt de la mise en place d'un système fort de recettes locales et la mise en œuvre de politiques publiques communales (amélioration du civisme fiscal). La gestion des déchets est par ailleurs étroitement liée aux questions d'EHA car la salubrité des communes et la qualité des eaux de surface sont étroitement liées.

Le projet est-il associé/ mis en œuvre en complémentarité avec d'autres projets ?

Non.

Précisions : Dans deux communes, le projet s'inscrit en parallèle des coopérations décentralisées entre le Sicoval et Labé (Guinée) et entre le Sicoval et Gandon (Sénégal) (EHA, cartographie du territoire, renforcement des taxes locales).

Durée et date de mise en œuvre :

- Durée du projet : 3 ans (2023 > 2026)
- Date de lancement : juillet 2023

Phase actuel du projet (dans un cycle général du projet) :

1ère phase (max. 3)

Le programme a été pensé sur un temps plus long (projection sur 9 ans, en 3 phases de mise en œuvre) permettant un réel accompagnement sur la durée. Il s'inscrit également dans la

continuité du projet PAGODD qui a assuré une phase pilote de l'approche.

Le projet s'inscrit dans un cadre de coopération décentralisée (entre collectivités de deux pays) :

Oui

Historique du partenariat : Le projet s'appuie sur les dynamiques de coopération décentralisée afin de faciliter la mobilisation des 1% et les échanges institutionnels entre communes du Nord et du Sud. Cela permet également de s'appuyer sur les dynamiques actuelles en termes de mobilisation des recettes fiscales, d'EHA, etc.

Mobilisation d'une antenne pays de l'organisation pour la mise en œuvre du projet :

Oui

Fonction et rôle dans le projet : Mise en œuvre

Partenaires principaux (hors partenaires financiers) :

Nom de l'organisation	Localisation / Territoire d'ancrage	Fonction/rôle dans le projet
Communauté d'agglomération Sicoval	France	Appui aux dynamiques via la coopération décentralisée (Gandon, Labé)
pS-Eau	France, Sénégal	Appui à la valorisation des enseignements du projet
Gret	France, Sénégal	Capitalisation, appui technique
Creil	France	Appui aux dynamiques via la coopération décentralisée (Gandon, Labé)

Budget prévisionnel du projet :

2,4 millions d'euros pour les 6 communes

Principaux partenaires financiers :

Nom du partenaire financier	Type	Est-ce que la subvention obtenue est rattachée à la mobilisation des 1% solidaires par le partenaire financier ?
AFD (Agence française de développement)	Banque de développement et assimilé	Non
Agence de l'eau Artois-Picardie	Établissement public (administratif de l'État ou de coopération intercommunale)	Oui : 1% Eau/Assainissement
Communauté d'agglomération Sicoval	Collectivité territoriale	Oui : 1% Eau/Assainissement

Agence de l'eau Adour-Garonne (via la communauté d'agglomération Sicoval)	Établissement public (administratif de l'État ou de coopération intercommunale)	Oui : 1% Eau/Assainissement
MEAE (via la communauté d'agglomération Sicoval)	Banque de développement et assimilé	Oui : 1% Eau/Assainissement
Communauté d'agglomération Béthune-Bruay	Collectivité territoriale	Non
Syctom	Établissement public (administratif de l'État ou de coopération intercommunale)	Oui : 1% Déchets
Ville de Paris (SOLIDAE)	Collectivité territoriale	Oui : 1% Eau/Assainissement